

Chapitre 3

Économie générale

Sujet 1 : l'immatériel dans l'économie

Le travail suivant correspond à une dissertation d'économie générale de niveau Agrégation traitée en temps réel (6 heures). Le sujet a été donné à l'Agrégation externe en avril 2005.

Ma copie a obtenu la note de 11/20 (la moyenne de l'épreuve s'est élevée à 5,48/20 ; seuls 14 % des candidats ont obtenu une note supérieure ou égale à 10/20).

Accroche

L'entreprise Alcatel consacre actuellement environ 15 % de son chiffre d'affaires à son budget de recherche-développement (RD). Les investissements immatériels se sont considérablement développés depuis une quinzaine d'années. Ainsi, les impacts de l'immatériel dans l'économie semblent nombreux.

Définition
des termes

L'économie peut être définie comme l'étude de l'allocation de ressources rares à la satisfaction de besoins illimités. Les besoins des agents économiques sont satisfaits par des biens qui peuvent être matériels ou immatériels. Ces biens immatériels correspondent à des services, c'est-à-dire des ensembles d'éléments incorporels qui tentent de répondre à la satisfaction des agents demandeurs. De ce fait, l'immatériel peut être décliné comme une entité regroupant les biens immatériels.

Il semble ici intéressant de préciser que les différents secteurs institutionnels de la comptabilité nationale (ménages – dans le cas de l'entreprise individuelle –, administrations publiques, sociétés financières et non-financières, organismes à but non lucratif et reste du monde) peuvent produire et/ou consommer des services. En effet, ces services

sont privés ou publics, c'est-à-dire réalisés par des personnes morales ou physiques de droit privé ou par une administration liée à la puissance publique (La Poste, les services de l'Équipement, l'Éducation nationale, etc.). De même, nous pouvons distinguer les services marchands des services non-marchands, c'est-à-dire des services proposés à titre onéreux ou à titre gratuit ou quasi-gratuit.

Débat théorique

Déjà, Aristote et Platon avaient effectué des travaux sur la gestion de la Cité et la gestion domestique en analysant les services à la population, la mise en place de la démocratie par le biais d'institutions politiques et citoyennes. Plus tard, les mercantilistes (exemple : Colbert) développèrent des manufactures royales en France. En Espagne, ils préconisaient l'abondance d'or et semblaient fort attachés à des aspects de richesses matérielles. De même, le bullionisme anglais prônait un certain protectionnisme pour que ces richesses en or ne sortent pas du pays. Ainsi, l'immatériel n'occupa pas la même place au fil de l'Histoire.

Délimitation du champ spatio-temporel

Nous traiterons notre exposé à travers le contexte économique actuel sur le plan international à l'aide de théories traditionnelles et contemporaines.

Réflexion menant à la problématique

Le poids de l'immatériel dans l'économie se mesure à partir d'indicateurs, PIB de l'entité (nation ou espace géographique) ou taux de variation. Il semble également judicieux d'analyser le volume et l'évolution des investissements immatériels réalisés. Enfin, le TES (tableau d'entrées-sorties) permet de distinguer le niveau des échanges de biens immatériels ainsi que sa progression.

Comme nous pouvons le constater, l'immatériel dans l'économie touche les fonctions macroéconomiques de production et d'investissement. Le débat théorique actuel s'articule autour de deux enjeux majeurs : tout d'abord, un mouvement de libéralisation des services publics, puis l'existence d'imperfections sur le marché qui empêchent l'immatériel de jouer à plein son rôle de facteur de croissance.

Problématique

Quel rôle joue véritablement l'immatériel dans l'économie ? Quelle place doit occuper la puissance publique dans notre contexte économique actuel ?

Annonce du plan

Nous verrons dans une première partie que l'immatériel a un rôle moteur dans l'économie mais qu'il est perfectible, puis, dans un second temps, nous analyserons l'action ambivalente de la puissance publique.

I. Un rôle moteur dans l'économie mais perfectible

Chapeau

Nous montrerons tout d'abord que l'immatériel est un facteur favorisant de la croissance économique, puis nous nous attarderons sur les imperfections de son marché.

A. Un facteur favorisant la croissance économique

En analysant les facteurs de croissance, de nombreux économistes comme Carré et Malinvaud se sont aperçus que l'amélioration de la productivité des facteurs de travail (L) et capital (K) n'expliquait pas tout. Aussi, le facteur t , appelé facteur résiduel, c'est-à-dire le progrès technique, semble avoir un rôle primordial. Il fait partie des éléments incorporels puisqu'il puise sa source dans une innovation, elle-même résultante de l'application économique d'une invention.

De même, la théorie de la croissance endogène de Romer et Lucas (1986) nous démontre que la croissance suit un processus d'accumulation en progrès technique mais également en formation (connaissances, compétences). Pour Bodin, physiocrate, l'Homme constitue la seule source de richesse dans l'économie. Gary Becker reprend en quelque sorte ce principe en énonçant sa théorie du capital humain. L'investissement en formation peut développer les capacités des individus et donc augmenter leur productivité. À la suite de multiples travaux en sociologie des organisations (École des relations humaines, puis Écoles sociologiques ou psychosociologiques avec Crozier, Thévenet ou Enriquez), des entreprises ont pris conscience que leurs ressources humaines représentent un facteur clé de succès.

De plus, le cycle de vie du produit (Vernon) devient de plus en plus court sur le marché, ce qui encourage le développement de nouvelles innovations et accentue le rôle de l'immatériel dans l'expansion de l'économie.

D'un autre côté, le fort développement des TIC (technologies de l'information et de la communication), même s'il ne remplace pas l'économie traditionnelle et s'il ne parvient pas à lui tout seul à améliorer les chiffres de l'emploi (2 481 100 chômeurs aujourd'hui en France, soit

plus de 10 % de la population active [chiffres de 2005] ; situation semblable dans d'autres pays européens comme l'Allemagne ou l'Italie), devient désormais quasi indispensable au soutien des activités des entreprises. Ces technologies offrent des débouchés nouveaux et répondent aux besoins des agents économiques.

Enfin, la dématérialisation de la monnaie par le passage d'une monnaie métallique, puis fiduciaire, à une monnaie scripturale (écritures sur des comptes) favorise l'essor des transactions.

Transition

Ainsi, à de nombreux niveaux, l'immatériel renforce son poids dans l'économie. Nonobstant, ce développement de production d'immatériel, appelée « servuction » lorsque nous l'assimilons à une production en masse de services, ne rencontre-t-il pas des imperfections sur le marché ? Comment mesurer la qualité d'un service ? Le prix est-il une variable suffisamment pertinente dans un contexte où les entreprises cherchent à se différencier (notamment par la publicité et autres outils mercatiques) et donc à se placer en situation de concurrence monopolistique ?

B. Les imperfections du marché de l'immatériel

Certains économistes de la nouvelle économie keynésienne, comme Stiglitz, nous montrent que le marché des biens immatériels, donc le marché des services, connaît des asymétries d'information. En effet, une entreprise d'assurances ne peut pas véritablement estimer le risque réel encouru par ses clients. Ainsi, elle augmentera sa prime d'assurance et n'attirera que ceux ayant un risque important. Ce phénomène est appelé la sélection adverse (ou anti-sélection) et nous montre qu'au même titre que les échanges de biens matériels, les échanges de biens immatériels sont susceptibles de rencontrer un marché imparfait, c'est-à-dire ne respectant pas les conditions de la concurrence pure et parfaite énoncées par les néoclassiques.

Dès lors, nous pouvons imaginer que, lors d'échanges immatériels, une des deux parties tente de tromper la partie adverse. L'individu fait alors preuve d'opportunisme qu'il semble nécessaire de contrôler. La théorie microéconomique nous renvoie ici aux théories des coûts de transaction et de l'agence qui nous expliquent le processus de contrôle à mettre en place. Ainsi, comme Coase puis Williamson nous l'ont défini, des coûts de négociation, de transaction et de contrôle sont nécessaires au suivi de

l'échange entre partenaires économiques. Ils sont au moins autant primordiaux que lors d'échanges matériels puisque ici la substance n'est pas tangible. De même, dans le cadre de relations d'externalisation, le principal doit être en mesure de contrôler le bien immatériel (Jensen et Meckling, 1976).

Transition

Ainsi, l'immatériel semble jouer un rôle moteur dans l'économie. Toutefois, de part les nombreuses imperfections du marché, il peut être amélioré. Ne serait-ce pas alors à l'État ou à toute autre puissance publique (même supranationale) d'intervenir afin de développer la performance de l'immatériel dans l'économie ?

II. L'action ambivalente de la puissance publique

Chapeau

Nous aborderons ici deux thèmes qui nous paraissent centraux. D'une part, la libéralisation du marché de l'immatériel, puis d'autre part la nécessaire prise en compte des externalités.

A. La libéralisation du marché de l'immatériel

L'enjeu actuel réside dans la libéralisation, la déréglementation des services publics afin de permettre la mise en place d'une concurrence pour que le marché propose aux consommateurs davantage de choix au niveau des prestations de services, davantage de qualité et des prix plus compétitifs.

Cette libéralisation se produit au niveau européen avec la Deutsche Post, France Telecom ou encore Alitalia. Aussi, les pouvoirs publics pensent améliorer la performance de l'économie, c'est-à-dire son efficacité, son efficacité et sa pertinence tout en procurant une satisfaction supplémentaire aux consommateurs. Michel Rocard développe ce point de vue dans l'ouvrage *Université de Tous les Savoirs : l'État, le pouvoir, la politique* (éditions Odile Jacob).

Transition

D'un autre côté, il convient de nous interroger sur une éventuelle intervention de l'État, qui au lieu de se désengager, contribuerait au processus de relance de l'économie.

B. La nécessaire prise en compte des externalités

Notre second axe de réflexion s'articule ici autour du développement des investissements immatériels : recherche-développement (recherche

fondamentale, inventions, constitution de brevets, etc.) ; formation ; dépenses informatiques (création de logiciels, progiciels, etc.).

L'investissement en capital humain augmente la productivité privée mais aussi la productivité sociale (effet d'entraînement sur d'autres individus, voire sur des entreprises concurrentes ou non en cas de turnover ou de recherche d'un nouvel emploi).

Ainsi, des investissements immatériels créent des externalités positives. L'État, pourtant fortement critiqué par les théoriciens classiques, néo-classiques puis néolibéraux semble ici retrouver un rôle important. En effet, il peut encourager l'initiative privée en la subventionnant afin que le comportement de « passager clandestin » (ou comportement de « free rider ») soit jugé moins intéressant par celle-ci.

Bilan
de l'analyse
et réponse à la
problématique

En définitive, l'immatériel semble jouer un rôle croissant dans l'économie. Toutefois, il subit le même type d'imperfections sur son marché que le marché des biens matériels.

Ouverture

Face à ces perturbations du marché, nous pouvons nous interroger sur les conséquences de la libéralisation des services publics sur l'économie et sur la nécessité ou non d'intervenir pour limiter les comportements opportunistes sur le marché. L'immatériel dégage des externalités positives, il semble intéressant d'encourager les acteurs économiques à les produire. Dans quel cadre économique doivent désormais s'échanger les biens immatériels ?

REGARD CRITIQUE

Ce sujet est très transversal : il pouvait amener des développements d'ordre microéconomique sur les enjeux d'une économie fondée sur l'immatériel en matière de concurrence, ou d'ordre macroéconomique sur le rôle de la connaissance et du capital humain dans le processus de croissance, ou encore sur les mutations du marché du travail ou des organisations qu'implique le développement des technologies de l'information et de la communication. Aussi, il est difficile de concevoir un plan permettant d'aborder le sujet selon ses différents aspects. Des éléments d'actualité auraient pu être développés : le sommet de Lisbonne, les débats relatifs aux droits de la propriété intellectuelle, etc.

Sujet 2 : commerce international et inégalités économiques

Le travail suivant correspond à une dissertation d'économie générale de niveau Agrégation traitée en temps réel (6 heures) dans le cadre d'une séance d'entraînement. Le sujet suivant a été donné à l'Agrégation interne en février 2004.

MON CONSEIL

Composer à partir du sujet donné à l'Agrégation interne (en général en janvier ou février de chaque année) constitue un excellent exercice avant d'aborder la réalisation de la dissertation d'économie générale lors de l'Agrégation externe (environ deux mois plus tard).

Accroche

Les échanges internationaux ont fortement augmenté depuis 1970. Ils représentent une part sans cesse croissante dans le Produit intérieur brut (PIB) mondial. La mondialisation a bien entendu été un facteur favorisant leur développement.

Définition des termes

La mondialisation correspond à un processus d'élargissement de l'espace d'intervention des agents économiques, associé à la libéralisation des échanges. Aujourd'hui, nous pouvons même parler de globalisation, c'est-à-dire d'une part d'intégration des productions et interconnexion des marchés des biens et services (globalisation réelle) et des marchés financiers (globalisation financière) au niveau mondial, et d'autre part de définition de la stratégie des acteurs et des entreprises à un niveau transnational. Aussi, la globalisation et l'essor de firmes multinationales ont permis au commerce international de se développer. Le commerce international regroupe l'ensemble des échanges internationaux de biens et de services. L'essentiel du commerce international est représenté par l'échange de biens manufacturés (près de 70 %). Les échanges de services constituent plus de 25 % du commerce international. Les 5 % restants correspondent eux échanges de biens agricoles.

Débat théorique

Dès 1776, Adam Smith a analysé le fonctionnement du commerce international dans son ouvrage *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il y présente la théorie des avantages absolus. Selon lui, les pays doivent se spécialiser dans les productions pour lesquelles ils

ont un avantage absolu de productivité (productivité du travail) et sont invités à s'approvisionner à l'extérieur à moindre coût pour les productions dans lesquelles ils ne détiennent aucun avantage. Il prône également une expansion du libéralisme économique. Dès lors, le commerce international ne doit pas être freiné par quelque barrière que ce soit. La mise en place d'un tel système économique devrait augmenter la production, diminuer le prix des biens, et par conséquent améliorer le pouvoir d'achat des ménages. Dans ce sens, le commerce international semble bénéfique à l'ensemble des individus et réduit les inégalités économiques.

**Définition
des termes**

Les inégalités économiques comprennent les inégalités de développement et celles observées à un instant donné qui peuvent être internes aux pays ou apparaître entre différents pays participant à l'échange. Les inégalités internationales semblent repérables par le biais de différents indicateurs (PIB/habitant, indice de développement humain, etc.) ou par un état des transferts de technologie, du rattrapage des pays riches par les pays pauvres. Les inégalités économiques internes aux pays se repèrent en relevant des disparités de salaires moyens, de taux de chômage, d'accès à l'emploi, ou plus largement des disparités de chances entre une main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée.

Débat théorique

Un peu plus tard, David Ricardo met en avant la théorie des avantages comparatifs au sein de son ouvrage *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817). Il démontre que, même peu compétitif, tout pays a intérêt au commerce international et à la spécialisation. Chaque État gagne à se spécialiser dans les produits pour lesquels il est le plus avantageux – ou le moins désavantagé – et à abandonner les autres productions. Là encore, le commerce international réduirait les inégalités économiques.

**Actualité
du sujet**

Pourtant, lorsque nous analysons la situation économique et sociale de nombreux pays, nous nous apercevons que les inégalités économiques sont bien réelles, et qu'elles ont même tendance à s'accroître. En fait, la situation semble contrastée. D'un côté, les pays développés connaissent une amélioration de leur situation économique et sociale ; de l'autre, un ensemble de nations ne profitent pas du développement du commerce international pour progresser sur le plan économique et social.

Débat théorique

Aussi, la théorie de développement de Rostow ne pourrait pas s'appliquer à tous les pays. Selon lui, tout pays devrait connaître une évolution linéaire devant passer par cinq étapes identiques : société traditionnelle, préalables au développement, phase de démarrage (take off), marche vers la maturité et enfin ère de la consommation de masse. Force est de constater que de multiples nations, essentiellement du Sud, semblent très loin d'un modèle économique basé sur la consommation de masse.

Délimitation du champ spatio-temporel

Nous traiterons le sujet à l'échelle planétaire en nous appuyant sur des théories traditionnelles, mais aussi contemporaines, en privilégiant l'analyse de la situation actuelle du commerce mondial.

Actualité du sujet

De manière générale, nous constatons que notre monde est coupé en deux : il y a d'un côté les pays du Nord et de l'autre ceux du Sud. De plus, les inégalités entre ces deux ensembles ne cessent de s'étendre. Les pays les moins favorisés sont marginalisés dans le cadre des échanges internationaux. Nous remarquons que l'essentiel du commerce international se réalise au sein des pays de la Triade, c'est-à-dire entre les pays européens, l'Amérique du Nord et les pays d'Asie du Sud-Est. Ce phénomène de régionalisation des échanges entraîne une augmentation des transactions entre les pays les plus développés et exclut indirectement les pays les moins favorisés. Aujourd'hui, neuf échanges internationaux sur dix se font entre les pays de la Triade. Dans quelle mesure cette régionalisation accentue-t-elle les inégalités économiques ?

Réflexion menant à la problématique

Mettre en avant les liens directs entre régionalisation des échanges et inégalités économiques ne semble pas si évident que cela. En effet, nous avons vu précédemment que les théories traditionnelles du commerce international (théorie des avantages absolus, théorie des avantages comparatifs) présentent les échanges internationaux comme un facteur diminuant les inégalités économiques. Par ailleurs, les échanges internationaux ne sont pas la seule variable déterminant le niveau des inégalités économiques. Bien d'autres éléments peuvent influencer les inégalités économiques entre nations : le progrès technique, les institutions internationales ou nationales, le développement des marchés financiers, etc. Il serait en effet peut-être trop simpliste de dire sans analyse approfondie que l'extension des inégalités est la conséquence directe de l'essor du commerce international.

Aussi, nous tenterons de démontrer en quoi le commerce international accentue les inégalités économiques entre nations, mais aussi au sein des pays. De même, si nous extrapolons notre raisonnement, la diminution des échanges internationaux permet-elle de réduire les inégalités économiques ? Existe-t-il donc d'autres facteurs qui développent ces mêmes inégalités, et si oui ont-ils un rapport quelconque avec le commerce international ? La nature de l'échange a-t-elle une influence sur l'augmentation ou la diminution des inégalités ? Existe-t-il un système d'échange international réduisant davantage les inégalités économiques ?

Annnonce du plan

Nous tenterons de répondre à ces nombreuses questions en montrant, dans une première partie, comment le commerce international peut être un facteur favorisant les inégalités économiques, puis, dans un second temps, nous étudierons d'autres variables, plus ou moins liées au commerce international et accroissant les inégalités économiques.

I. Le commerce international : un facteur favorisant les inégalités économiques

Chapeau

Le commerce international peut accentuer les inégalités économiques par le biais du développement d'un commerce intra-branche entre certaines nations (A) mais aussi en raison de l'expansion des échanges inter-branches entre certains pays (B).

A. Le développement d'un commerce intra-branche accentue les inégalités économiques

Le commerce intra-branche correspond à un échange de biens de même nature. Il représente l'essentiel des échanges mondiaux : les pays développés échangent entre eux des biens manufacturés. L'émergence de zones régionales constituant la Triade n'a fait que renforcer ce phénomène en excluant les nations les moins favorisées. Aussi, dans ce contexte, les théories classiques du commerce international comme la théorie HOS (Heckscher, Ohlin et Samuelson) semblent réfutées. En effet, contrairement à ce que ces auteurs avançaient, les dotations factorielles des pays commerçants entre eux sont, dans le cadre d'échanges intra-branche, souvent les mêmes et non opposées.

D'un autre côté, l'économiste suédois Linder montre qu'avant d'être exporté, un bien doit tout d'abord satisfaire de manière efficiente la demande intérieure. Ainsi se développent des échanges entre nations semblables ne disposant pas d'avantages les unes par rapport aux autres

en termes de facteurs de production. Cette théorie montre donc bien comment le développement d'un commerce intra-branche crée ou accentue des inégalités économiques.

Selon Posner, l'avance technologique d'un pays lui permet de produire à moindre coût et d'élaborer de nouveaux produits. Cependant, cette situation de monopole n'est que momentanée puisque d'autres nations chercheront à imiter le nouveau processus de production. Afin de dégager un profit maximum, les firmes sont tentées d'exporter rapidement leurs biens vers des nations présentant des caractéristiques économiques proches, ce qui renforce les échanges entre pays développés sans faire participer des nations plus défavorisées.

Une donnée mercatique mérite d'être ici présentée. Effectivement, les ménages des pays développés souhaitent se distinguer en consommant autrement, c'est-à-dire en adoptant une consommation personnalisée. À titre d'exemple, nous pouvons citer l'industrie automobile qui répond à cette demande en proposant de multiples options à ses modèles de base. C'est cette même idée qu'a avancée Lassudrie-Duchêne en disant que les consommateurs des pays développés demandent une grande diversité dans les produits qui leur sont proposés. L'importation devient alors nécessaire pour proposer aux consommateurs une large gamme de produits. Cette demande de diversité explique en partie les échanges intra-branche.

En résumé, et d'après les théories et idées exposées, le poids des échanges intra-branche et intra-zone crée ou développe des inégalités économiques, et exclut par là-même les nations les moins développées.

Transition

Le problème semble encore bien plus grave en raison des effets du commerce inter-branches sur ces mêmes inégalités économiques.

B. L'expansion d'un commerce inter-branches développe des inégalités économiques

Le commerce inter-branches correspond à un échange de biens ou de services de différentes natures. Ce type d'échange représente la mise en pratique des théories traditionnelles du commerce international. En effet, selon le théorème HOS, les différentes nations sont amenées à exporter des produits incorporant une forte quantité du facteur de production qu'elles détiennent en abondance, et à importer les produits

incorporant une forte quantité du facteur de production dont elles sont peu dotées. Un pays a donc intérêt à se spécialiser. Dans la continuité des travaux de Smith et de Ricardo, ce théorème vante les bienfaits de la spécialisation, puisque chaque partenaire à l'échange va profiter de la baisse des coûts des facteurs de production. Les inégalités économiques seraient dans ce sens réduites. Nonobstant, ces arguments théoriques ne se vérifient pas empiriquement.

Tout d'abord, toutes les spécialisations ne procurent pas les mêmes avantages. À titre d'exemple, nous pouvons citer les pays possédant une main-d'œuvre abondante qui devraient se spécialiser dans des productions intensives en main-d'œuvre (riz, cacao, thé, café, etc.). Mais une telle spécialisation semble dangereuse en raison des cours de ces biens primaires qui varient énormément et qui sont très instables, ce qui fragilise les pays producteurs. D'autre part, les externalités positives associées à ce type de production sont bien moindres que celles liées à des productions davantage intensives en capital. En effet, les théoriciens de la croissance endogène comme Romer et Lucas ont présenté quatre facteurs de croissance qui la développerait de manière cumulative : l'accumulation de connaissances, l'accumulation de capital humain, l'accumulation de capital technologique et les dépenses d'infrastructures publiques. Une hausse des dépenses en recherche et développement augmentera la croissance, ce qui encouragera de nouveaux efforts d'investissements dans ce domaine, et par conséquent générera des externalités positives pour l'ensemble de l'économie du pays (croissance d'entreprises partenaires, augmentation des ressources fiscales de l'État, etc.).

Ainsi, l'expansion d'un commerce inter-branches développe des inégalités économiques en raison des différences de dotations factorielles qui incitent les nations les plus abondantes en main-d'œuvre, qui sont souvent les plus défavorisées, à se spécialiser dans des productions plus risquées et moins créatrices d'externalités positives.

L'analyse néofactorielle du commerce international renforce ce point de vue. Elle distingue la main-d'œuvre qualifiée et la main-d'œuvre non qualifiée, et constate que les pays développés possèdent une main-d'œuvre qualifiée en grande quantité qui les incite à se spécialiser dans des productions intensives en capital humain très qualifié (ex. : la recherche-développement, les biotechnologies, etc.). Comme précédemment,

ces activités dégagent plus de profit et d'externalités positives, ce qui agrandit le fossé entre les pays développés et les pays les plus pauvres.

De plus, les inégalités à l'intérieur de ces nations augmentent également. Dans les pays développés, la main-d'œuvre qualifiée est bien rémunérée et facilement augmentée, alors que la main-d'œuvre peu qualifiée risque d'être confrontée au chômage. En effet, les pays les plus développés importent majoritairement des biens intensifs en travail peu qualifié, ce qui diminue d'autant la demande de travailleurs peu qualifiés sur leur marché du travail. Ainsi, le commerce international accroît les inégalités au sein des pays développés entre des salariés à hauts revenus et ceux à bas revenus. Si nous poussons à l'extrême ce raisonnement, une telle spécialisation dans des activités demandant une main-d'œuvre peu qualifiée peut entraîner une grande majorité de personnes vers une trappe à pauvreté rendant impossible la diminution des inégalités entre les pays du Nord et ceux du Sud.

De nombreux théoriciens du développement pensent aussi que le commerce international ne profite pas également à tous les pays. Emmanuel considère que l'échange entre les nations développées et les nations en développement est « inégal ». La plupart des théoriciens de la dépendance affirment que les pays producteurs de produits de base subissent une dégradation de leurs termes de l'échange. Ils doivent alors produire davantage pour importer moins et ils se retrouvent dans une situation appelée par Bhagwati « croissance appauvrissante » qui finalement ne fait qu'augmenter les inégalités économiques.

Transition

Nous venons donc de voir que le commerce international intra- et inter-branches peut être un facteur favorisant le développement d'inégalités économiques. Toutefois, d'autres variables, plus ou moins liées au commerce international, semblent aussi avoir un effet sur les inégalités économiques.

II. Des variables plus ou moins liées au commerce international renforcent les inégalités économiques

Chapeau

Des variables influencent considérablement les effets pervers du commerce international (A). D'autres éléments, moins liés, paraissent importants dans la compréhension de l'augmentation des inégalités économiques dans notre contexte mondial actuel (B).

A. Le poids des institutions internationales

Le rôle des institutions augmente de manière assez marquée les répercussions négatives du commerce international sur les inégalités économiques.

Dans un premier temps, et d'après les thèses protectionnistes de plusieurs auteurs du XIX^e siècle, il semble nécessaire de considérer l'appareil industriel national. Ainsi, selon List, Hamilton et Carey, pour développer les forces productives, il peut être nécessaire de protéger les industries naissantes de façon à ce qu'elles ne soient pas étouffées par la concurrence étrangère avant d'être arrivées à maturité. Dès lors, nous pouvons comprendre que, dans la mesure où certains pays ne sont pas capables de protéger leurs industries naissantes et dans un contexte où des institutions internationales comme l'OMC ou le FMI prônent des pratiques très libérales, le commerce international accentue les inégalités économiques. Effectivement, le passage au libéralisme de certains pays en voie de développement n'a pas eu les effets escomptés. Ils n'ont pas tiré profit du commerce international. Les échecs des dernières négociations de l'OMC ne font que consolider les inégalités existantes entre nations.

D'un autre côté, les inégalités existantes dans les pays développés entre la main-d'œuvre qualifiée et celle moins – ou pas – qualifiée et provenant de l'essor du commerce international nécessitent un traitement social de la part des institutions publiques. En effet, certains salariés doivent se reconvertir, mais les institutions ne paraissent pas toujours efficaces. Elles contribuent plus ou moins au maintien ou au développement des inégalités.

Au sein des pays les moins favorisés, principalement africains, la croissance du commerce international n'a pas été bénéfique. Au lieu de réduire les inégalités, elle a plutôt contribué à enrichir les dirigeants du pouvoir en place. Les produits des exportations ne sont pas réinvestis dans des infrastructures publiques, ce qui freine considérablement le développement socio-économique du pays. Là encore, des défaillances institutionnelles accroissent les inégalités économiques.

Pourtant, il semble que des institutions peuvent être réductrices d'inégalités. Le cas de l'Inde et de la Chine nous montre bien que, globalement, un système institutionnel peut évoluer afin de tirer profit de la

mondialisation des échanges. Il y aurait toutefois beaucoup de choses à dire sur ces deux pays et leur politique économique et sociale...

Transition

Les institutions en place ont donc, parallèlement à l'expansion du commerce international, leur part de responsabilité dans le maintien ou le développement des inégalités économiques. Mais d'autres variables paraissent importantes en contribuant également à l'accroissement des inégalités économiques dans un contexte d'internationalisation des échanges.

B. L'influence d'autres variables

Comment mesurer le poids des différents facteurs d'inégalités économiques ? Quelle part attribuer au commerce international ? Le progrès technique n'a-t-il pas une influence sur le développement d'inégalités économiques ? En effet, nous constatons une mutation du travail des salariés peu qualifiés. Le fossé semble se creuser entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés des pays développés. Ces deux facteurs, commerce international et progrès technique, doivent donc être conjointement pris en compte afin de résorber les inégalités économiques.

Comment également ne pas tenir compte de l'impact des marchés financiers et de la globalisation financière ? Les crises financières en Argentine ou en Russie nous montrent bien que le commerce international n'est pas l'unique facteur d'accroissement des inégalités économiques.

D'un autre côté, la baisse des aides publiques au développement (APD) et l'augmentation des financements privés des pays émergents sont créatrices d'inégalités et empêchent les économies en développement de bénéficier d'un financement stable et suffisant.

Il serait en fait possible de citer de multiples autres facteurs socio-économiques (exemple : l'état du système sanitaire), voire naturels (exemple : le climat) qui créent ou renforcent des inégalités économiques. L'accroissement du nombre de malades du sida dans les pays d'Afrique limite considérablement la croissance future de ces pays. Les pays pauvres semblent de plus en plus marginalisés dans les échanges internationaux, et l'ensemble des facteurs que nous venons d'analyser explique le maintien ou le développement des inégalités économiques.

Synthèse des développements

En définitive, nous pouvons avancer que le commerce international contribue au développement d'inégalités économiques à deux niveaux : entre les pays les moins favorisés et les pays développés, mais aussi entre la main-d'œuvre qualifiée et celle non qualifiée des pays les plus industrialisés. Le commerce international ne semble donc pas favorable à tous. Les gains de l'échange international ne sont pas égaux. Ils dépendent en grande partie des dotations factorielles, du type de production réalisé et du rôle effectif des institutions nationales et internationales.

Bilan de l'analyse et réponse à la problématique

Faut-il alors freiner le développement du commerce international en adoptant des pratiques davantage protectionnistes ou simplement modifier ses règles afin qu'il soit plus juste et qu'il réduise les inégalités économiques ? À première vue, il serait préférable de rechercher des solutions permettant au commerce international de profiter à tous, c'est-à-dire trouver des compromis, des ententes afin de partager les gains certains qu'il procure.

Ouverture

Maintenant, le plus dur reste à faire au niveau des institutions et organisations internationales telles que l'OMC. Une majorité semble se dessiner autour de la mise en place d'un commerce équitable, mais dans quelle mesure et à quel prix ceux qui détiennent les leviers d'action le feront-ils ?

REGARD CRITIQUE

La difficulté de ce sujet réside dans sa délimitation. En effet, seuls les échanges de biens et de services sont concernés. Tout développement concernant les transactions internationales de capitaux est exclu.

Vous pouvez constater que l'introduction est capitale. Les définitions proposées des termes du sujet orientent son traitement et par conséquent la note du devoir.

Les aspects théoriques essentiels semblent avoir été traités de manière très satisfaisante.

Sujet 3 : l'efficacité des politiques économiques

Ce travail correspond à une dissertation d'économie générale de niveau Agrégation traitée en temps réel (6 heures) Le sujet suivant a été donné à l'Agrégation interne en février 2005.

Ma copie a obtenu la note de 16/20, soit la note la plus élevée de la session parmi les 573 compositions (la moyenne de l'épreuve s'est élevée à 5,74/20).

Accroche

Les performances actuelles de l'économie française peuvent susciter de nombreuses interrogations quant à l'efficacité des politiques économiques engagées. Avec un taux de chômage de 9,9 %, soit environ 2,7 millions de chômeurs, un solde extérieur négatif, un déficit budgétaire de plus de 3,5 % du Produit intérieur brut (PIB) et une dette publique cumulée supérieure à 1 000 milliards d'euros, les résultats semblent bien éloignés des objectifs fixés par le gouvernement. Pourtant, avec un budget de plus de 280 milliards d'euros, nous étions en droit d'espérer une meilleure allocation des ressources de l'État [chiffres 2005].

Délimitation
du champ
spatio-temporel

Nonobstant, ne formulons pas ici de remarques hâtives ou trop limitatives. En effet, le sujet doit être abordé d'une part sur le plan international, et d'autre part, il concerne tous les instruments susceptibles d'améliorer les performances des politiques économiques.

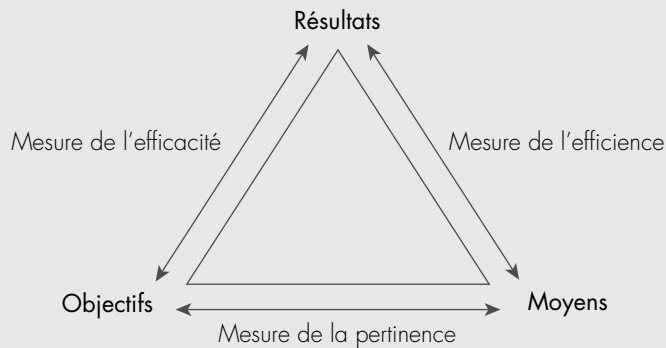
Définition
des termes

Aussi, les politiques économiques peuvent être définies comme étant un ensemble d'outils à disposition des États ou de zones économiques (exemple : l'Union économique et monétaire : l'UEM) permettant la mise en place d'actions en vue d'atteindre des objectifs préalablement fixés. Ces politiques économiques regroupent deux grands types de politique : les politiques conjoncturelles et les politiques structurelles. Les politiques conjoncturelles, appelées également politiques discrétionnaires, agissent sur le court terme et visent à rétablir un équilibre économique. Au sein de cette catégorie, nous distinguons les politiques de relance et les politiques de stabilisation (politiques de rigueur, d'austérité) qui utilisent des politiques budgétaires monétaires ou fiscales comme moyens d'actions possibles. D'un autre côté, les politiques

structurelles ont pour but de modifier la structure de l'économie, et par ce biais d'avoir des effets sur le long terme. Des politiques industrielles peuvent dans ce cadre être employées afin de favoriser, par exemple, le développement d'un secteur économique, ou de manière plus précise une branche d'activité (à fort potentiel de croissance et de création d'emplois, par exemple).

Les politiques économiques résultent de choix effectués par le gouvernement d'un État ou par l'équipe dirigeante d'un organisme supranational (dans le cas de l'UEM : pouvoir exécutif confié à la Commission Européenne, existence d'un Conseil restreint aux ministres des finances des pays membres – ECOFIN – et d'un Conseil des gouverneurs de la BCE qui fixe la politique monétaire européenne). Les politiques économiques ont bien entendu des conséquences économiques, mais elles ont aussi des incidences sociales. Leurs effets sont perçus sur le plan national, mais peuvent également s'étendre à l'international. Comment alors mesurer leur efficacité ? Quelles politiques économiques mettre en place en vue d'obtenir une efficacité maximale ?

L'efficacité d'une politique économique correspond à sa capacité d'atteindre les objectifs fixés. Elle constitue un côté du triangle de la performance que nous pouvons représenter par le schéma ci-dessous :



Débat théorique

Plusieurs économistes ont proposé des instruments permettant de mesurer l'efficacité des politiques économiques. Nicolas Kaldor a élaboré un outil appelé « carré magique ». Il représente sur un même schéma l'état de quatre variables économiques : le taux de croissance, le taux d'inflation, le taux de chômage et le solde extérieur. Plus la surface représentée par le quadrilatère ainsi formé se rapproche d'un carré et

plus sa taille est grande, plus les performances de l'économie du pays sont jugées satisfaisantes. Cet outil permet d'apprécier l'efficacité de la politique économique, voire l'équilibre économique du pays. Xavier Greffe a rajouté un cinquième objectif à prendre en compte : la stabilité du taux de change.

Notre exposé se basera sur des théories traditionnelles et contemporaines et sera traité sur le plan international.

Au cours des Trente Glorieuses, de nombreux États ont mis en place des politiques dites keynésiennes, basées sur les travaux de Keynes (*La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936). Selon lui, l'État doit intervenir pour relancer l'économie. Ces politiques se sont traduites par d'importants déficits budgétaires et par une baisse des taux d'intérêt afin de relancer la demande effective. Ces politiques conjoncturelles ont de plus en plus été critiquées à partir de la crise économique de 1973. Peu à peu, ces politiques discrétionnaires ont été qualifiées d'inefficaces.

Au niveau de notre débat théorique central, nous devons mettre en avant les travaux de Milton Friedman, de Lucas et Barro et surtout ceux, récompensés en 2004 par le prix Nobel d'Économie, de Kydland et Prescott. Cet ensemble de recherches nous amènera à détailler les notions d'anticipations, d'anticipations adaptatives et/ou rationnelles, mais aussi à centrer notre attention sur les notions de cohérence temporelle et de crédibilité.

Problématique

Comment ces concepts peuvent-ils limiter l'efficacité des politiques économiques ? Quelles politiques économiques alors mener pour plus d'efficacité ? Une politique structurelle est-elle alors préférable ? Les États-Unis adoptent actuellement une politique de dépréciation de leur monnaie afin d'augmenter le volume de leurs exportations et par ce biais leur balance commerciale, et donc de résorber leur déficit public. L'UEM semble à la recherche d'un second souffle pour son Pacte de stabilité et de croissance (PSC). Ne devrait-on pas mettre en place davantage de concertation économique pour améliorer l'efficacité des politiques économiques ?

Annonce du plan

Afin de répondre à ces multiples interrogations, nous verrons dans un premier temps que l'efficacité des politiques économiques semble limitée puis, dans un second temps, nous tenterons de montrer comment rendre les politiques économiques plus efficaces.

I. L'efficacité des politiques économiques semble limitée

Chapeau

D'un côté, des politiques économiques paraissent encadrées. De l'autre, l'anticipation des agents économiques peut freiner l'efficacité des politiques économiques.

A. Des politiques économiques encadrées

Le Pacte de stabilité et de croissance oblige les États européens à respecter des critères économiques. Ainsi, le déficit budgétaire de chaque État membre doit être inférieur à 3 % du PIB et la dette publique inférieure à 60 % du PIB. Par conséquent, les États européens ne maîtrisent plus leur politique budgétaire : celle-ci est encadrée par les critères du PSC. Pourtant, nous pouvons déjà nous étonner des résultats allemands et français qui dépassent les seuils autorisés. La France, par exemple, avec un déficit budgétaire de près de 3,6 % du PIB (chiffres revus à la baisse dans le *Monde Économie* du mardi 25/01/2005) et une dette publique supérieure à 63 % du PIB, se situe bien au-delà des limites autorisées. Quels risques visent alors ces pays ? Que prévoit le Pacte dans ces situations ? Nous reviendrons sur ces questions lorsque notre exposé nous permettra d'apporter des réponses et que notre débat sera plus étoffé.

D'un autre côté, Jan Tinbergen, en avançant son principe de cohérence, nous signale qu'il faut autant d'instruments économiques que d'objectifs, ce qui dès lors réduit les impacts possibles des politiques économiques. En effet, dispose-t-on de nombreux outils ? Sont-ils tous encore pertinents dans le contexte actuel ? Les politiques économiques peuvent-elles encore atteindre leurs objectifs ?

Si nous nous basons au niveau européen, les moyens à disposition de l'UEM paraissent réduits. Le budget européen a un poids relativement peu important (environ 120 milliards d'euros, financés essentiellement par un pourcentage sur les recettes de TVA des pays membres) par rapport aux 288 milliards d'euros alloués au budget français pour 2005. Le budget européen est en grande partie consacré à l'agriculture : aides diverses aux agriculteurs afin de maintenir leurs prix. Dès lors, la politi-

que économique européenne peut-elle véritablement permettre aux États membres d'atteindre leurs objectifs ? L'essentiel des activités se borne davantage autour du secteur tertiaire et ces actions ne touchent pas des branches porteuses de débouchés.

Aussi, nous pouvons nous demander si un fédéralisme budgétaire pourrait être une solution améliorant l'efficacité des politiques économiques. En définitive, ce mode de fonctionnement risque d'encourager un comportement d'aléa moral de certains États, puisqu'un pays en situation délicate se verrait aidé par des subventions de l'État fédéral : l'UEM. Cette organisation pourrait donc pousser à un certain laxisme dans les politiques menées au sein des États membres.

En fait, les États membres détiennent le volet fiscal (impositions, taxes des revenus des ménages et des entreprises, etc.). Ainsi, ils peuvent attirer les capitaux étrangers et opérer des mécanismes de redistribution s'ils le souhaitent.

Transition

Mais dans ce cadre, les agents économiques ne vont-ils pas réagir aux choix de politiques économiques effectués par les gouvernements ? Vont-ils réagir de manière « mécanique » aux actions lancées par les décideurs ?

B. Une efficacité limitée par l'anticipation des agents économiques

Le monétariste Milton Friedman (prix Nobel 1976) reprend le concept d'anticipations rationnelles défini par John Muth en 1961. Pour lui, la politique conjoncturelle semble inefficace, puisque les agents économiques (les ménages, les entreprises, etc.) anticipent les effets escomptés de la politique économique. Seul un effet de surprise peut produire des incidences à court terme mais rapidement, les agents économiques adaptent leur comportement. Ainsi, par exemple, une hausse des dépenses publiques va générer pour les ménages une prévision d'augmentation d'impôt. Selon Friedman, seule une politique structurelle peut être efficace car elle entraîne des effets à long terme sur la structure même de l'économie.

Les nouveaux économistes classiques Lucas et Barro (prix Nobel 1995) reprennent les travaux de Friedman et montrent que les anticipations des agents sont parfaitement rationnelles. Les effets de surprise sont plus rares. Les agents disposent d'une information parfaite, aussi les politi-

ques conjoncturelles ne peuvent pas produire d'effet, même à court terme. L'effet Barro-Ricardo peut illustrer nos propos : toute tentative budgétaire est anticipée rationnellement par les agents économiques.

Transition

Comment alors, dans ce contexte d'encadrement des politiques économiques et d'anticipations rationnelles des agents, rendre les politiques économiques plus efficaces ?

II. Comment rendre les politiques économiques plus efficaces ?

Chapeau

D'une part, la recherche d'une cohérence temporelle et d'une certaine crédibilité peut conférer un gain d'efficacité aux politiques économiques, et d'autre part, une nécessaire concertation des actions économiques paraît primordiale sur le plan international.

A. Une recherche de cohérence temporelle et de crédibilité

Les travaux de Kydland et de Prescott (prix Nobel 2004) développent les idées de Lucas et Barro. Pour eux, les politiques économiques nécessitent en effet, pour être efficaces, une cohérence temporelle et une certaine crédibilité. Ainsi, deux textes majeurs de 1977 et 1982 nous expliquent qu'il paraît primordial d'établir une politique économique sur le long terme afin qu'elle soit crédible aux yeux des agents. Pour eux, toute politique discrétionnaire est à proscrire. Ainsi, confier le levier monétaire d'une politique économique à un organisme supranational indépendant du pouvoir politique permet d'assurer cette cohérence temporelle en voulant stabiliser le taux d'inflation. Au niveau de l'UEM, c'est la Banque centrale européenne (BCE), basée à Francfort, qui détient le levier monétaire. La politique monétaire actuelle pratiquée par la BCE est une politique de stabilisation de l'inflation : fixation de taux directeur proche du taux de croissance de la production, c'est-à-dire au taux de 2 %. Cette politique monétaire est un gage de stabilité des prix. Elle a des impacts sur le commerce extérieur en maintenant un euro fort, ce qui baisse le volume des exportations mais également le coût des importations (1 € vaut environ 1,25 \$ actuellement ; chiffre 2005).

De plus, des tentations électoralistes poussent à faire baisser les chiffres du chômage avant une échéance électorale importante. Les agents économiques ne sont pas dupes et appréhendent de mieux en mieux les rouages de la politique économique.

Dans ce cadre, une politique structurelle pourrait être efficace : par exemple, la mise en place d'une politique industrielle de développement ou de renforcement de certaines activités économiques.

Transition

L'économie étant mondialisée, globalisée, il convient également d'étudier l'efficacité de cet ensemble de politiques économiques interdépendantes.

B. Une nécessaire concertation internationale

La théorie des jeux (von Neuman, Morgenstern) nous apporte des éléments permettant de mesurer l'efficacité des politiques économiques. Ainsi, une concertation des États sur le type de politique économique à mener permettrait d'accroître leur efficacité. Deux exemples peuvent illustrer nos propos : le choix d'une politique de relance ou d'une politique de rigueur en économie ouverte, et le choix entre une politique libre-échangiste et protectionniste comme le montre le tableau ci-dessous :

		Pays A	
		Libre-échange	Protectionnisme
Pays B	Libre-échange	+ +/ + +	-/ +
	Protectionnisme	+/-	+/+

Ainsi, la mise en place conjointe de politiques de relance et de libre-échangisme devrait être la pratique la plus efficace pour l'économie des pays concernés. En effet, une stratégie qui pourrait être satisfaisante pour soi n'est pas obligatoirement la meilleure si l'on raisonne au niveau global, en raison de l'effet de synergie possible entre les différentes stratégies pratiquées.

John Nash a présenté un modèle appelé « équilibre de Nash », qui représente la meilleure solution compte tenu de la connaissance de la solution choisie par le partenaire économique. Ainsi, l'efficacité d'une politique économique peut passer par la recherche d'une efficacité maximale des politiques économiques. Une concertation entre pays semble nécessaire.

C'est ce qui devrait se passer au sein de l'UEM. En effet, le PSC mériterait une réforme. L'Allemagne et la France n'ont pas respecté les critères du Pacte, mais n'ont pas été sanctionnés. Des recommandations de la

Commission européenne leur ont demandé de réagir à la situation, sans quoi ils devront déposer une somme d'argent sans intérêt. Toutefois, les sanctions peuvent être levées si ces pays font des efforts et diminuent leur déficit. Christian de Boissieu propose d'inscrire les limites du déficit budgétaire dans la Constitution. Le projet de Constitution européenne ne ferait que renforcer l'impact de cette solution. Ainsi, les textes constitutionnels, en vertu du principe de primauté, empêcheraient l'application d'une loi de finances déterminant un budget de l'État déficitaire au-delà des critères autorisés (exemple : 3 % du PIB).

Synthèse des développements

Comme nous pouvons le constater, l'efficacité des politiques économiques semble limitée. D'une part, les politiques économiques paraissent encadrées. C'est le cas de l'UEM avec la mise en place d'un PSC. Le décideur ne possède pas d'outils suffisants pour répondre à tous ses objectifs. Les moyens potentiels semblent réduits et rencontrent des effets pervers (fédéralisme budgétaire ou politique fiscale). D'autre part, l'anticipation des agents freine l'efficacité des politiques économiques.

Bilan de l'analyse

En effet, pour plus d'efficacité, Kydland et Prescott suggèrent de rechercher une cohérence temporelle et une plus grande crédibilité dans la mise en place des politiques économiques. Aussi, une politique structurelle, recherchant la stabilité à long terme sur le plan monétaire et basée sur une politique industrielle active pourrait accroître l'efficacité des politiques économiques. Enfin, il semble primordial que les différentes politiques économiques soient élaborées dans un cadre de concertation internationale, afin de bénéficier des effets de synergie des actions menées.

Ouverture

L'enjeu actuel pour l'UEM réside dans la réforme du PSC qui devrait lui permettre un second souffle et surtout aux politiques des États membres d'être plus performantes, plus cohérentes et plus crédibles.

REGARD CRITIQUE

Il s'agit bien évidemment d'une de mes meilleures prestations. Cependant, je pense qu'il est possible de l'améliorer en la complétant par des éléments théoriques appartenant au courant keynésien (modèle IS-LM ; modèle IS-LM-BP ; courbe de Philipps ; etc.). De même, les notions de policy mix ou de politique stop and go auraient pu être abordées.

Ce sujet est très vaste et il convient de choisir les points primordiaux à traiter. Il n'est pas possible d'être totalement exhaustif en 6 heures.